

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 Nîmes

Nîmes, le 29/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/05/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PECHINEY BATIMENT – RIO TINTO

60 Avenue Charles de Gaulle
92200 Neuilly-sur-Seine

Chantier Montana de la plateforme chimique de Salindres

Références :

Code AIOT : 0006601578

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/05/2024 au niveau du chantier Montana de la plateforme chimique de Salindres implanté Quartier Usine 30340 SALINDRES. L'inspection a été annoncée le 29/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre du suivi de l'avancement des travaux de réhabilitation prescrit par l'arrêté préfectoral du 23 septembre 2020 à la société Pechiney Bâtiment en qualité de tiers demandeur pour la réalisation des opérations de réhabilitation des anciens bassins de stockage de déchets dits B2 et DIB.

Ces travaux, qui ont débuté en octobre 2020, ont été interrompus fin 2021 pour des raisons techniques. Préalablement à la reprise de ce chantier, un programme d'investigations complémentaires géotechniques, géophysiques et hydrogéologiques a été engagé par le tiers

demandeur au premier semestre 2023. Pendant la phase d'interruption du chantier et de réalisation des investigations complémentaires, les mesures de surveillance et de maîtrise des impacts, notamment en matière de collecte et traitement des lixiviats se poursuivent.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOLVAY Rhodia Opérations
- Quartier Usine 30340 SALINDRES
- Code AIOT : 0006601578
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La plateforme de Salindres connaît une activité industrielle depuis la fin du XIX^{ème} siècle. Dans l'histoire de l'exploitation de cette plateforme les résidus de production (résidus de bauxite ou boues rouges, et sulfate de calcium majoritairement) ont historiquement été stockés dans plusieurs bassins de décantation dont en particulier le bassin dit B2. Ces entreposages historiques ont généré une contamination des eaux souterraines piégées dans les déchets qui impacte les eaux de surface en aval hydraulique, via la résurgence des lixiviats.

Dans ce contexte l'inspection des installations classées a prescrit par arrêté préfectoral la mise en œuvre d'un plan de réhabilitation visant la suppression des impacts environnementaux sur les eaux de surface.

L'activité industrielle de la plateforme de Salindres est ancienne et plusieurs exploitants se sont succédés. Ainsi, même si la société Rhodia Opérations est l'actuel propriétaire des terrains de la plateforme, la principale zone de dépôt des résidus est sous maîtrise foncière de la société Pechiney Bâtiment (groupe Rio Tinto). Dans ce cadre, Rhodia Opérations prend la responsabilité d'exploitant unique de ces anciennes zones de stockage de déchets, au titre de la législation des ICPE.

C'est avec le dispositif tiers-demandeur que Pechiney Bâtiment assure la réhabilitation des zones dites B2, bassins adjacents et DIB, dont il possède la maîtrise foncière (30ha). Pour ce faire, Pechiney Bâtiment a sollicité l'accord du préfet, en accord avec l'exploitant (Rhodia Opérations en l'occurrence), pour mettre en œuvre son projet de réhabilitation pour un usage comparable à la dernière période d'exploitation.

Conformément aux dispositions du code de l'environnement, le mémoire de réhabilitation porté par la société Pechiney Bâtiment a fait l'objet d'une instruction et les travaux sont encadrés par l'arrêté préfectoral du 23 septembre 2020, opposable à la société Pechiney Bâtiment.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Surveillance environnementale du chantier	Arrêté Préfectoral du 23/09/2020, article 4.4.II	Sans objet
2	Surveillance environnementale du chantier	Arrêté Préfectoral du 23/09/2020, article 4.4.IV	Sans objet
3	Surveillance environnementale du chantier	Arrêté Préfectoral du 23/09/2020, article 4.4.V	Sans objet
4	Surveillance environnementale du chantier	Arrêté Préfectoral du 23/09/2020, article 4.4.VI	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a pu constater la poursuite effective des mesures de traitement des lixiviats imposées par l'arrêté préfectoral du 23 septembre 2020. Les valeurs de rejets sont conformes à l'exception de dépassements observés sur l'arsenic et le molybdène jusqu'au début du mois de mars, vis-à-vis desquels le tiers demandeur a dû redimensionner à la hausse le module de traitement complémentaire permettant de recouvrer la conformité des rejets. Ce retour à la conformité doit être confirmé lors des prochaines analyses de surveillance.

En outre, l'inspection a demandé au tiers-demandeur de prendre en compte dans le traitement des lixiviats issus des massifs de déchets associés au projet Montana la problématique des PFAS, notamment ceux spécifiques à la plateforme chimique de Salindres (acide trifluoroacétique ou TFA, notamment). Les mesures réalisées confirment en effet la présence de cette substance, vis-à-vis de laquelle des actions de réduction des émissions doivent donc être engagées et seront encadrées par arrêté préfectoral.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance environnementale du chantier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/09/2020, article 4.4.II
Thème(s) : Risques chroniques, Station de traitement des lixiviats
Prescription contrôlée : La conception et la performance de la station mobile de traitement des lixiviats permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elle est entretenue, exploitée et surveillée de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations. Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement de l'installation de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche de l'installation de traitement des eaux sont mesurés périodiquement et portés sur un registre. La conduite de cette installation est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue. Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.
Constats : Plusieurs évolutions ont été apportées à la station de traitement des effluents. L'installation d'ultra-filtration (UF) a été redimensionnée en 2023 pour permettre de traiter un flux de 15 m ³ /h, contre 5 m ³ /h précédemment. En outre, des dépassements des valeurs limites en concentration sur certains métaux (arsenic et molybdène) étaient observés en sortie de ce traitement. Pour corriger ces écarts le tiers demandeur a mis en place à l'été 2023 un traitement complémentaire par filtration (substrat à base d'oxydes de fer). Malgré des premiers résultats encourageant ce traitement complémentaire s'est avéré insuffisant pour réduire les émissions de molybdène au niveau imposé par l'arrêté préfectoral. Une nouvelle installation de filtration dimensionnée de

manière plus importante a ainsi été mise en place au premier trimestre de cette année. Cette station est opérée à temps plein par un prestataire extérieur compétent. En cas d'indisponibilité (arrêt programmé notamment) les flux sont dirigés vers des stockages temporaires d'une capacité totale de 550 m³.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Surveillance environnementale du chantier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/09/2020, article 4.4.IV

Thème(s) : Risques chroniques, Points de rejets

Prescription contrôlée :

Effluents dirigés vers le bassin B3S exploité par le GIE Chimie durant la première phase du chantier. Aucun rejet n'est effectué directement vers le milieu naturel, sans traitement préalable permettant d'assurer le respect des valeurs limites imposées par le présent arrêté

Constats :

Les lixiviats traités sont dirigés vers le bassin B3S du GIE Chimie avant rejet unique vers le milieu par le GIE Chimie après contrôle de la qualité.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Surveillance environnementale du chantier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/09/2020, article 4.4.V

Thème(s) : Risques chroniques, Qualité des effluents rejetés

Prescription contrôlée :

Le tiers demandeur respecte, avant rejet des eaux traitées dans les installations du GIE Chimie, les valeurs limites ci-dessous définies. Pour les effluents aqueux et sauf dispositions contraires, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière. L'émissaire (point de rejet vers le B3S ou rejet unique Pechiney Bâtiment vers l'Arias) est équipé d'un moyen de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement. Au moins une fois par an, ces mesures sont réalisées par un laboratoire tiers agréé par le ministère en charge de l'Ecologie.

Constats :

Les résultats bimensuels du second semestre 2023 et premier semestre 2024 ont été présentés. Ces résultats font apparaître, malgré l'action corrective engagée en 2023, de manière chronique des dépassements sur la valeur limite en concentration pour le molybdène (de l'ordre de 150 µg/L pour une valeur limite de 100 µg/L) et beaucoup plus ponctuellement en arsenic (environ 50 µg/L vs une valeur limite à 25 µg/L). Le dimensionnement de l'installation de filtration complémentaire a donc été revu et la nouvelle installation mise en place au mois de mars 2024.

Depuis le 25 mars dernier, les résultats sur l'ensemble des paramètres sont conformes aux valeurs limites de l'arrêté préfectoral, y compris sur l'arsenic et le molybdène.

Cette conformité devra être confirmée avec les prochains prélèvements.

Lors de la visite sur le terrain, il a pu être constaté la présence et le fonctionnement de l'unité de traitement d'ultrafiltration à 15 m³/h, ainsi que le traitement complémentaire par filtration.

En outre, de manière volontaire, l'exploitant a mis en place une surveillance mensuelle de la présence de l'acide trifluoroacétique (TFA) et dérivés (CDFA, TA et TFMB) depuis le mois d'avril. Les résultats montrent des concentrations de l'ordre de 7 mg/L au rejet de l'ultrafiltration, associées à des débits de l'ordre de 5 m³/h.

Sur cette base, des investigations ont également été engagées pour déterminer la présence de TFA sur les matériaux en surface du bassin B2, de la zone DIB ainsi que dans les eaux souterraines.

Sur les résidus du B2 les résultats montrent des valeurs jusqu'à 1,1 mg/kg et dans les éluats de 4 à 150 µg/L. Sur les résidus du DIB les résultats montrent des valeurs jusqu'à 1,3 mg/kg et dans les éluats de jusqu'à 110 µg/L. Les résultats dans les eaux souterraines ne sont pas encore disponibles le jour de la visite mais devraient confirmer la présence du TFA.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans le cadre du plan d'action gouvernemental sur les PFAS, il a été demandé au tiers demandeur de réaliser des analyses de présence de l'acide trifluoroacétique (TFA), acide trifluorométhanique (TA), de trifluorométhylsulfate (TFS), de trifluorométhylbenzène (TFMB) et acide chlorodifluoroacétique (CDFA) dans les lixiviats émis.

Les résultats présentés en sortie de traitement d'ultra-filtration confirment la présence du TFA et ses dérivés ainsi que l'inefficacité de l'ultrafiltration pour abattre ces molécules.

L'inspection demande que le tiers demandeur fournisse, à l'issue de la visite réalisée, un bilan des premières investigations conduites sur la présence de TFA dans l'eau, les eaux souterraines et au niveau des résidus du B2 et bassin DIB.

Les valeurs retrouvées montrent que des actions de réduction des émissions de PFAS imposées à la plateforme chimique de Salindres nécessitent également d'engager une réduction des émissions dans les eaux rejetées en provenance du projet Montana.

En conséquence, l'arrêté préfectoral tiers demandeur sera prochainement revu pour imposer une surveillance régulière de l'émission de ces substances et une réduction à un niveau équivalent à celui demandé à l'échelle de la plateforme chimique. Sans attendre cette mise à jour, il est demandé au tiers demandeur d'engager une surveillance hebdomadaire des émissions de TFA et au moins mensuelle pour les autres PFAS, ainsi que d'étudier les mesures techniques de réduction des émissions à mettre en œuvre, notamment par une adaptation du traitement des lixiviats actuellement existant.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Surveillance environnementale du chantier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/09/2020, article 4.4.VI

Thème(s) : Risques chroniques, Suivi de la qualité de l'Arias

Prescription contrôlée :

L'eau de l'Arias fera l'objet d'un suivi physico-chimique semestriel aux points ARIASAm, ARIAS43, ARIAS47 et ARIAS49 (Cf. Plan de localisation des stations de surveillance de l'Arias en Annexe 3). De plus, afin d'évaluer la qualité écologique du cours d'eau, un suivi hydrobiologique

complémentaire du cours d'eau sera réalisé annuellement, au printemps, sur les deux compartiments biologiques suivants : les invertébrés benthiques et les diatomées. L'ensemble des analyses est effectué selon les normes en vigueur utilisées pour déterminer l'état écologique et chimique du milieu. Les résultats de ces suivis sont compilés et analysés par le tiers demandeur. Ces résultats sont notamment confrontés aux critères de bon état chimique et écologique des cours d'eau définis par la directive européenne cadre sur l'eau et sur les textes la transposant en droit français. Les résultats des mesures, accompagnés de l'ensemble des commentaires et justifications nécessaires à leur interprétation, sont transmis au préfet du Gard, suivant des modalités définies en accord avec l'Inspection de l'environnement.

Constats :

L'exploitant a mis en place un suivi hydrochimique et écologique de l'Arias étendu à la masse d'eau de l'Avène. Ce suivi concerne dix stations de mesures sur l'Arias , l'Avène et le ruisseau de Planquette et porte sur les paramètres suivants :

- les invertébrés et les diatomées au travers des protocoles normalisés MCPE et IBD pour la définition de l'état écologique, à une fréquence annuelle (campagne printemps) ;
 - les éléments physico-chimiques (température, pH, conductivité, oxygène dissous, MES; DCO, DBO5, NO3-, NO2-, PO42-, Ptotal ainsi que le débit) utilisés pour l'évaluation de l'état écologique des masses d'eau et cours d'eau, ainsi que quelques molécules spécifiques aux effluents de la plateforme chimique (Cl, SO42-, F-, Al, As, Ni, Cu, Cr, Fe, Mo, Mn, V, Zn), à fréquence semestrielle.
- Les résultats du dernier rapport de suivi écologique des eaux de surface, daté de février 2024 a été présenté.

Le suivi des paramètres physico-chimique montre sur l'Arias une augmentation de la concentration de plusieurs polluants par rapport aux mesures antérieures de 2022 en relation avec la diminution du débit par rapport au printemps de l'année 2022 (divisé par 2) et donc en lien avec les épisodes de sécheresse rencontrés à l'été 2022 et qui se sont poursuivis en 2023. Les résultats de ces campagnes mettent en évidence le mauvais état physico-chimique des cours d'eau avoisinant la plateforme chimique au sens de l'arrêté ministériel du 9 octobre 2023 relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface pris en application des articles R. 212-10, R. 212-11 et R. 212-18 du code de l'environnement. Pour l'Avène, seul cours d'eau concerné par les seuils de l'arrêté ministériel, les paramètres dégradants sont principalement les matières en suspensions, des métaux (As, Cu et Zn) et le phosphore.

Au niveau de la zone de confluence « Arias-Avène », l'état biologique est « moyen » dans l'Avène pour les 3 stations suivies. Comme en 2022, aucun impact significatif de l'Arias n'est observé sur l'Avène.

Type de suites proposées : Sans suite